

REPENSER L'UEM ET « REPOSITIVER » LA GRANDE EUROPE

Jacques Delors | *Président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Notre président fondateur Jacques Delors a prononcé le 5 juin 2013 un discours articulé autour de trois éléments : les trois chocs auxquels l'UE doit faire face, la restructuration de l'UEM et l'Europe des Vingt-Huit, lors d'une conférence organisée à Lisbonne par la Fondation Gulbenkian, pour marquer le lancement d'un nouveau partenariat pluriannuel avec *Notre Europe - Institut Jacques Delors*.

Permettez-moi de remercier la Fondation Gulbenkian de m'accueillir ici pour m'adresser à vous dans des circonstances difficiles pour votre pays, et aussi de nous féliciter de cette coopération entre la Fondation Gulbenkian et *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, présidé par l'un de vos compatriotes, l'estimable António Vitorino.

J'ai de nombreux bons souvenirs pour le Portugal : la négociation pour l'adhésion, le programme de pré-adhésion, la période de transition puis le décollage économique avec, de la part de l'ensemble des Portugais - classe politique, chefs d'entreprise, syndicalistes et autres - un énorme espoir et une grande volonté. Aujourd'hui, c'est dans un tout autre contexte que je viens vous parler, et le Président de la Fondation en a dressé un tableau impressionnant. Je suis très frappé par les difficultés du pays et les difficultés personnelles de nombreux Portugais, avec une sorte de parfum de désespérance par moment. Et pourtant, l'Europe n'est pas LA solution mais une partie de la solution. Comme je le disais déjà au moment du référendum sur le traité de Maastricht en France, il faut dire à chaque pays : « Aide-toi et l'Europe t'aidera. ». Expliquer n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire. Il faut, pour parler de l'Europe et notamment du Portugal, avoir la mémoire longue. Je vais m'exprimer avec beaucoup de prudence et, je l'espère, de délicatesse.

Il me semble, premièrement, que la construction européenne est face à trois chocs qu'elle doit essayer d'affronter et de dominer. En second lieu, l'Union économique et monétaire (UEM), telle qu'elle est, est pratiquement à reconstruire : en effet, pour qu'un tel ensemble soit gérable, il faut prendre les décisions en temps utile et les appliquer rapidement. Or, le système est d'une telle complexité que ce n'est plus le cas. Nous parlerons ainsi essentiellement de l'UEM. Attention toutefois à ne pas oublier la Grande Europe, celle qui

comporte vingt-sept membres, et demain vingt-huit et qui a en quelque sorte été occultée par la crise dans la zone euro. Si l'on veut tracer un avenir pour l'Europe, il faut aussi mettre l'accent sur ce que j'appelle la « Grande Europe ».

1. L'Europe et les trois chocs

L'Europe doit affronter trois chocs : le choc des souverainetés, le choc de la mondialisation et le choc des erreurs humaines. Seule la prise en compte de ce panorama pourra nous amener à parler de la sortie de crise. À quoi servent les paroles pour demain si, dès aujourd'hui, nous ne sommes pas préoccupés de la sortie de la crise ? Il faut néanmoins tenir compte de la diversité des situations et des structures - le Portugal n'est pas l'Irlande, l'Espagne n'est pas la Grèce - et de la spécificité des traitements à appliquer, sachant que les crises et les erreurs commises par certains pays ont un prix économique et social. Or, ce prix ne doit pas être trop élevé, ni supporté trop longtemps. Une perspective de sortie du tunnel est indispensable. Ce rappel des erreurs collectives, dont celles des dirigeants de l'Union économique et monétaire, nous montre que l'UEM doit être profondément changée.

Pour sortir de la crise, je reprendrai volontiers la formule de Tommaso Padoa-Schioppa, ancien président de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* et ancien ministre italien de l'Économie et des Finances, malheureusement décédé : « Aux États la rigueur et à l'Europe la relance ». Or aujourd'hui, si la rigueur est là, si chaque pays l'affronte dans des conditions qui ont déjà été précisées en détail par le président de la Fondation Gulbenkian, on attend toujours l'Europe de la relance, et pas simplement un communiqué du Conseil européen disant que 120 milliards d'euros ont été dégagés. L'UEM doit devenir gérable, c'est-à-dire prendre des décisions et les exécuter, et convenir des délais

nécessaires. La Banque centrale européenne (BCE), qui a bien travaillé ces temps-ci, doit poursuivre son action et l'adapter, de façon à se préoccuper de l'un des défauts principaux : la fragmentation des marchés, qui ne permet pas aux entreprises portugaises de trouver du crédit à des taux raisonnables et inférieurs à la rentabilité espérée. Il n'est pas normal que la BCE ait pratiqué – comme on dit aux États-Unis – une politique de *quantitative easing* (assouplissement quantitatif) mais que cet argent soit introuvable. Il faut donc inventer des instruments, peut-être plus audacieux et plus risqués, pour faire en sorte que l'aide accordée par la BCE se répercute sur les Portugais et sur leurs entreprises. Si l'on retient la formule de Tommaso Padoa-Schioppa, il faut aussi que l'Europe mette en place, et rapidement, les éléments qui pourront faire dire aux Portugais : « Il y a là les bases pour retrouver la croissance et l'emploi ». Or, c'est précisément ce qui manque : les discussions sont nombreuses, mais les conséquences pratiques insuffisantes. Sans prendre trop de risques, on peut dire qu'il existe un sentiment d'urgence montrant qu'il est possible d'améliorer la situation et notamment de remédier aux obstacles qui, actuellement, empêchent le Portugal de retrouver l'activité, la croissance et l'emploi, malgré la mise en œuvre des deux tiers de son plan d'assainissement budgétaire.

1.1. Le choc des souverainetés

Le premier choc auquel l'Europe est confrontée est celui des souverainetés. Il se trouve à la croisée des intérêts nationaux et européens et doit combiner un bon fonctionnement des institutions et la capacité de compromis des pays. Mais on peut se demander jusqu'où va le partage des souverainetés. Aujourd'hui, quand je vois les ministres aller à Bruxelles voir la Commission, comme un élève va voir son professeur ou son instituteur pour remettre son devoir, cela me fait mal au cœur. Si c'est ça l'Europe, alors on comprend qu'elle n'ait plus beaucoup d'attraits, et que l'on n'ait pas confiance en elle. La souveraineté partagée signifie que chaque pays a certes concédé une partie de sa souveraineté, mais aussi que chacun d'entre eux prend part à la décision. Il n'y a pas uniquement le couple franco-allemand – nécessaire mais insuffisant – ; il y a tous les pays. Il faut donc retrouver ce fonctionnement pour que les citoyens comprennent que le Portugal a son mot à dire dans les affaires de l'UEM, comme dans les affaires de l'Europe.

Bien entendu, la crise a aggravé le problème du choc des souverainetés, qui s'est doublé d'une crise identitaire et de repli sur soi. On voit monter les populismes de droite comme de gauche, ce qui fait craindre que les prochaines élections au Parlement européen voient un nombre excessif et inquiétant d'abstentions et de votes anti-Européens. Dans ce contexte, la tentation des gouvernements nationaux est de jouer de la peur et de l'angoisse et de se rapprocher de la contestation, ou bien, et c'est une chanson très parisienne, de trouver des boucs-émissaires, notamment Bruxelles. Pourtant, ce n'est pas Bruxelles qui décide, ce sont les gouvernements ; tout au moins, tous les gouvernements devraient décider ensemble. Quelques pays devront donner un exemple différent et les institutions vont devoir jouer leur rôle. Je vous rappelle que l'un des rôles de la Commission, sans être trop ambitieux, c'est d'essayer de dégager l'intérêt européen, de le faire sentir aux gouvernements et de les y faire réfléchir.

2.2. Le choc de la mondialisation

Le deuxième choc, c'est celui de la mondialisation : il est géopolitique, démographique, économique et social. En 2020, l'Europe des Vingt-Huit représentera 7 % de la population mondiale, contre 30 % en 1945. Le choc de la mondialisation est donc aussi un choc social et culturel car dans ces pays émergents, tous veulent manger à leur faim, s'éduquer, se soigner, travailler, et ils frappent à notre porte. Nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes mais devons garder nos valeurs, et c'est là la difficulté pour les Européens : rester eux-mêmes tout en étant ouverts à d'autres manières de penser, à d'autres civilisations. Václav Havel le disait très bien : « L'Europe ne doit pas se penser comme puissance, mais comme référence, attentive aussi aux valeurs et aux cultures des autres, c'est la seule manière de faire de l'Europe un agent de paix. ». Il y a peut-être aussi un choc des vitalités : ces peuples sont motivés, ils travaillent, ils sont présents à l'Organisation mondiale du commerce et veulent leur place au soleil. Pendant des siècles, l'Europe a été à peu près le centre du monde. Nous ne le sommes plus, mais ce n'est pas une raison pour accepter le déclin, pour oublier nos valeurs, pour brader notre système de Sécurité sociale. Mais pour cela, il faut que notre vitalité soit à la hauteur de celle de ces pays émergents.

2.3. Le choc des erreurs humaines

Et enfin, il y a le choc des erreurs humaines. La construction européenne n'est pas un long fleuve

tranquille. Certaines difficultés sont dues à l'extérieur, mais d'autres sont consécutives à nos erreurs. Au niveau national d'abord : dans tous nos pays, sans distinction, il y a un choc des générations. Dans un Livre blanc de 1993, je disais au Conseil européen, « nous, les générations adultes, nous avons tendance à résoudre nos problèmes entre nous, sans nous préoccuper des générations qui vont venir ». Et bien l'échéance est là : que transmettrons-nous aux générations futures ? Un État surendetté, un potentiel insuffisant de créations d'emplois. Les générations qui sont actuellement au pouvoir, et même les précédentes, comme la mienne, doivent s'en préoccuper. J'ai vu trop souvent en Europe des accords entre patronats et syndicats ou des aménagements de l'État qui, dans le fond, ne se préoccupaient pas assez de la jeunesse. Ceci nous est aujourd'hui cruellement rappelé, puisqu'il y a 40 % de jeunes au chômage au Portugal. Les erreurs humaines doivent être réparées, et il n'existe pas de « docteur miracle » qui s'appellerait « l'Europe ». Chacun doit faire son travail, et en premier lieu au niveau national.

À l'échelle européenne, on assistait à l'idéologie de l'argent-roi et du marché, qui a dominé le monde pendant une quinzaine ou une vingtaine d'années. On m'expliquait même que ce système était créateur de valeurs, c'est-à-dire que le cours de bourse augmentait, qu'une entreprise en achetait une autre, la vendait par petits bouts, ce qui créait de la valeur pour ceux qui faisaient l'opération. Puis, cette idéologie a été un fiasco, dont la crise financière en a été le dramatique révélateur et qui a d'ailleurs coïncidé avec une crise morale. Il faut parfois savoir trouver les liens entre l'économie et la morale.

L'Acte unique européen, qui a relancé l'Europe - avec la présence déjà du Portugal - était un traité fondateur. Il fixait des règles modestes pour l'Europe et n'utilisait pas de grands mots : on ne parlait pas de politique extérieure commune car on savait que c'était impossible. Mais on voulait bâtir un espace économique, financier et social, puissant par sa dimension, ouvert et stimulant, et les trois piliers en étaient la compétition, la coopération et la solidarité. La compétition a progressé à l'intérieur de l'Europe, grâce au Marché unique : il y a encore pas mal de problèmes, mais disons que c'est fait à 80 %. La solidarité s'est exprimée par les fonds de cohésion. Mais l'échelon manquant, c'est la coopération. Or, il ne peut pas y avoir de construction européenne s'il n'y a pas d'esprit de coopération ; même modifiées, les institutions ne peuvent pas tout. Cet esprit de coopération n'a jamais régné dans l'Union économique et monétaire : il était

question uniquement de monnaie et le pacte de stabilité servait de baromètre. Certains disent : « Monsieur Delors, vous n'avez jamais été un très grand fédéraliste, il suffirait de transmettre davantage de pouvoirs à l'Europe ». Mais il est déjà assez difficile de bien faire fonctionner les pouvoirs que l'Europe a déjà.

Le véritable problème est l'esprit de coopération, qui n'a jamais existé, notamment pour l'Union économique et monétaire, dont la structure est déséquilibrée. Je disais d'ailleurs souvent : « L'UEM ne marche que sur une jambe, la jambe monétaire ; on a oublié la jambe économique ». Or, dans le rapport du Comité Delors de 1988 qui a précédé l'UEM, il en était question. J'ai souvent rappelé cela, en vain. Pourtant, j'ai récemment eu une petite consolation intellectuelle, qui n'est sans doute pas une consolation pour vous. Devant le Parlement européen, Mme Merkel a dit : « J'ai relu le rapport du Comité Delors ; si on avait suivi ce rapport, on n'en serait pas là où l'on en est aujourd'hui ». Cette révélation, même tardive, de Mme Merkel est un bon point pour l'avenir.

La gouvernance de la zone euro a été négligente, d'où la responsabilité politique et morale de l'Eurogroupe. Cela explique pourquoi je disais en 2011, à propos de la Grèce, que l'Europe était au bord du gouffre : on attendait les pompiers qui n'avaient pas de lance à eau ; et l'on attend toujours les architectes pour la reconstruction. La responsabilité morale et politique de l'Eurogroupe était engagée, on ne devait pas laisser tomber la Grèce. Certains disaient « Si la Grèce part, ce sera la théorie des dominos, tout s'en ira ». La responsabilité grecque n'était pas la seule à être engagée (facilité, statistiques truquées, etc.) ; il y avait aussi une responsabilité morale, sans même parler de responsabilité technique. Je parle de la responsabilité morale de l'Eurogroupe, car en fait, même sans être des disciples de la théorie quantitative de la monnaie, la Banque centrale européenne et les gouverneurs des Banques centrales connaissaient la quantité de monnaie en circulation. L'excès de monnaie a expliqué les bulles par-ci, les spéculations par-là.

La mise en place de l'Union économique et monétaire n'a pas été bien gérée. Le passage à une monnaie commune était beaucoup plus important et dramatique que le passage à un marché unique. Or, on a sous-estimé ce que représentait le passage à une monnaie unique, passage qu'aucun citoyen ne pouvait ignorer. Quand on a fait le grand marché unique que j'ai proposé en 1985, les journaux en ont à peine parlé et le public n'était pas informé, alors que quand on a fait l'euro, tout le monde

était au courant. La monnaie étant le symbole de la prospérité mais aussi du niveau de vie, nous aurions dû être incités à préparer le passage à l'euro avec beaucoup plus de soin, peut-être en attendant encore trois ou quatre ans. Passer au marché unique était difficile, mais passer à la monnaie européenne était extraordinairement difficile. D'où l'importance d'aborder ce thème aujourd'hui, ici à la Fondation Gulbenkian.

2. Repenser la structure de l'UEM

Aujourd'hui, le problème essentiel est de repenser la structure de l'Union économique et monétaire. L'UEM doit être fondée sur un principe que n'aiment pas beaucoup certains pro-européens : la différenciation. Cela veut dire, selon la formule de M. Genscher, l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, qu'« un pays ne peut pas obliger les autres à aller plus loin qu'ils ne le veulent, mais ces pays ne peuvent pas empêcher ceux qui veulent aller plus loin de le faire ». Quand je parle de consolider l'UEM, on me dit « Jacques Delors, on ne va pas encore faire un traité, il faut quatre ans pour le faire, ensuite trois ans pour le ratifier... ». Mais il n'y a pas besoin de nouveau traité, car la traduction institutionnelle de la différenciation, c'est la coopération renforcée, qui existe déjà dans le traité. Elle permet à certains pays d'aller plus loin à condition de respecter les règles de l'ensemble, et notamment les règles fondamentales du marché unique. C'est donc cette coopération renforcée qu'il faut mettre en place.

La responsabilité politique est fondée sur la souveraineté partagée selon laquelle chaque pays a son mot à dire. Il y aurait un sommet des chefs d'État et un Eurogroupe qui voterait de manière démocratique, c'est-à-dire à la majorité qualifiée, de façon à ce que, par exemple, un pays n'empêche pas une politique d'aide au Portugal, comme il a tenté de le faire pour la Grèce. Il y aurait donc un Eurogroupe, avec une présidence permanente, comme viennent de le proposer les Français et les Allemands sans beaucoup de précisions. La Commission resterait gardienne de l'intérêt européen et dotée du droit d'initiative - sans lui, il n'y aurait pas de programme Erasmus aujourd'hui, c'est vous dire son importance. Enfin, il y aurait une *democratic accountability*, un fondement démocratique ; pour l'euro, le fondement démocratique ne doit pas être simplement le Parlement européen. Celui-ci devra d'ailleurs réfléchir s'il se réunit dans une formation des Dix-Sept ou dans une formation des Vingt-Huit ; c'est à lui de le décider, mais il ne doit pas non plus compliquer les choses. Je suis aussi favorable à ce que les principales décisions soient soumises, pour avis, à

une assemblée des commissions en charge de l'économie et des finances dans les parlements nationaux, de façon à ce que les parlements nationaux soient intéressés à ces questions et même, qu'au besoin, ils aient un débat chez eux, en séance plénière ou en commission. Cette institution à créer, composée des représentants des parlements nationaux, est un moyen de mieux asseoir la responsabilité démocratique de l'Union économique et monétaire. L'un des pays les plus réticents pour le progrès de l'Europe est la Grande-Bretagne. Pourtant, le Premier ministre britannique va devant la *House of Commons* avant chaque Conseil européen, et il y retourne après pour rendre des comptes. Examinez ce qui se passe dans les autres pays et vous verrez tout de suite la différence ! Le fondement parlementaire est un élément de la démocratie européenne, et lorsqu'il s'agit de monnaie, d'impôt ou de régime social, il doit être associé d'une manière ou d'une autre ; on pourra trouver un moyen de le faire, ce qui permettra d'ailleurs de diffuser davantage la citoyenneté européenne. Voilà donc les instruments nécessaires et même possibles dans le cadre de la coopération renforcée.

Pour la gouvernance économique, financière et sociale, il faudra que l'Eurogroupe ait des moyens à sa disposition. Les responsables portugais insistent beaucoup sur l'union bancaire, qui sera aussi une solution pour essayer d'éviter la fragmentation des marchés. Mais il faudrait aussi un budget autonome de l'Union économique et monétaire. Ce budget autonome serait financé par la taxe financière ou par une autre ressource fiscale, avec un fonds spécial de cohésion à l'intérieur de l'Union économique et monétaire. En effet, ce qui est en cause dans le déséquilibre entre, d'un côté l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et dans une certaine mesure les Pays-Bas, et les autres pays, c'est le rétrécissement, dans ces pays, de la base structurelle de compétitivité et de prospérité. Pour retrouver un modèle de croissance, le Portugal, ou un autre pays, a besoin d'une aide spéciale, qui n'a rien à voir avec les fonds normaux de cohésion, mais qui permettrait en une dizaine d'années de mettre en œuvre une structure industrielle ou une politique de recherche *ad hoc*. Je sais bien que le secteur des services constitue l'activité la plus importante, mais ne négligeons pas l'industrie : les relations entre l'industrie et la recherche sont essentielles. C'est d'ailleurs surtout l'industrie qui est demandeuse dans les domaines de la recherche, mais aussi des nouvelles technologies de l'information. Il faudrait un « super fonds de cohésion », qui n'a pas besoin d'être énorme, mais qui permettrait à ces pays de dire « Nous avons perdu une base saine de compétitivité, nous pourrions la reconstituer ». Il serait facile

d'ailleurs de passer un contrat de coopération entre les autorités européennes de l'UEM et chaque pays. Il faudrait aussi un instrument de régulation économique, et non d'aide, de façon à pouvoir lisser la conjoncture selon les cas. L'Union économique et monétaire devra aller vers une harmonisation relative de la fiscalité, et point le plus important, de l'impôt sur les entreprises. C'est là qu'on trouve un facteur vraiment dérangeant pour approfondir le marché intérieur au sein de l'Union économique et monétaire. L'UEM profitera bien entendu de l'approfondissement du marché intérieur, dont il reste beaucoup à faire en ce qui concerne notamment les services.

Voilà la structure qui, sans changement du traité mais avec des institutions claires et capables de décider rapidement, et avec la volonté politique des États membres, pourrait permettre aux Portugais de dire « Nous sommes partie prenante ». Si ce super fonds de cohésion existait, il serait un contrat entre le pays, le Portugal dans ce cas, et les institutions en question : il mettrait fin à la bureaucratie, redonnerait un peu de confiance à chaque pays et donnerait rapidement du souffle et de l'oxygène à ces pays en difficulté.

Telle est la façon dont je crois possible de donner le sentiment aux citoyens que tous les pays de l'UEM sont sur le même bateau et décident ensemble, dans le cadre de la souveraineté partagée. Certains instruments correspondent au bon sens : on ne gère pas la monnaie sans l'économie, ni l'économie sans la monnaie, avec une dimension d'harmonisation fiscale et sociale. Tout cela permettrait un renouveau de l'UEM. Je ne dis pas que, si cela était décidé dans le mois qui vient par les chefs d'État et de gouvernement, les Portugais seraient tout de suite soulagés, mais ils sentiraient qu'il existe une perspective et qu'il n'y a plus un arbitre des élégances à Bruxelles ou un tandem franco-allemand qui commanderait tout. Ça éviterait bien des réflexions désagréables à Mme Merkel, qui ne les mérite pas.

3. L'Europe des Vingt-Huit

Ceci étant fait, l'Europe, ce n'est pas seulement l'Union économique et monétaire. C'est cet ensemble à vingt-huit, et pas simplement les dix-sept États membres de la zone euro. Les onze autres pays se demandent parfois ce qu'ils font dans l'aventure puisque l'on ne parle que de l'euro. C'est la raison pour laquelle il faut faire fructifier le patrimoine de l'Europe des vingt-huit, « reposer » l'UE indépendamment de l'Union économique et monétaire. C'était d'ailleurs la perspective initiale des fondateurs de l'Europe. Elle consistait à dire : « Nous,

dans ce continent ravagé par des guerres civiles internes, nous avons décidé de travailler ensemble en développant la reconnaissance mutuelle entre les peuples, le recours au droit pour régler certains de nos différends, et notre volonté d'être ouverts au reste du monde et peut-être un jour d'offrir une solution pour la régulation de l'économie mondiale. ». L'objectif est toujours d'actualité. Avant les difficultés connues par l'Europe, souvenez-vous que les pays d'Amérique du Sud voulaient faire le Mercosur à l'instar de ce que nous avons fait ; souvenez-vous qu'à un moment donné, l'ASEAN a essayé de se transformer pour aller vers un système qui reprenait notre manière de penser, la diversité dans l'unité. Telle est l'ambition de l'Europe, qui doit aller de pair avec la rénovation de l'euro. Si l'on revient aux termes de compétition, coopération et solidarité, il ne faut pas sous-estimer la politique de cohésion, la paix et les moyens de la conforter par le ralliement à un droit commun.

Europe puissance - comme aiment à le dire les Français - ou Europe influence ? Il faut un peu des deux. Il faut de la puissance pour négocier en tant que puissance commerciale avec les autres, quand on veut nous infliger le *dumping* sur les panneaux solaires, quand les États-Unis veulent intégrer la culture dans le futur accord américano-européen. Il faut de la puissance mais il faut d'abord, je le reconnais, que les Européens soient d'accord entre eux. Je voulais vous faire sentir qu'il faut à la fois de la puissance, sans excès - ce n'est pas l'Europe de Charlemagne - et aussi de l'influence. Cette influence, j'en suis persuadé, c'est un élément essentiel, à condition de nous débarrasser de cet orgueil occidental qui nous a fait tant de mal et qui nous fait ne pas comprendre les autres peuples.

Nous pouvons relancer la Grande Europe par la politique de l'environnement. Nul besoin de longues discussions pour savoir que nous ne respectons ni la nature ni les temps de l'homme. Une politique d'environnement est à concevoir pour l'ensemble de l'Europe.

La politique de voisinage est sans doute aussi l'un des domaines importants : l'Ukraine, la Turquie mais aussi d'autres pays nous regardent. Ainsi, l'Afrique est en train de sortir de sa torpeur, on lui prédit des taux de croissance assez élevés dans les années à venir et la Chine y est très active. Mais cette Afrique regarde encore un peu vers nous : allons-nous nous montrer insensibles, sans intérêt ? Une politique d'aide aux victimes de guerre et au développement est aussi à envisager.

Enfin, il y a la Communauté européenne de l'énergie : c'est une proposition que j'ai faite il y a trois ans. Vous savez, mes moments les plus tristes, en tant que militant européen, c'est quand je vois que chacun de nos pays va voir M. Poutine pour obtenir un traitement favorable pour le gaz ou le pétrole. M. Poutine doit être conforté dans sa conception du monde, qui est très cynique, quand il voit que nous ne sommes même pas capables, au nom de la politique commerciale, de négocier ensemble. Et je pourrais là-dessus vous faire une longue histoire des occasions manquées. Une Communauté européenne de l'énergie ne veut pas dire que chacun aurait le même mix énergétique. L'Allemagne, par exemple, ne veut pas beaucoup de nucléaire... Mais nous pouvons nous accorder sur ce point et définir néanmoins une politique commune et une politique d'avenir. Une telle évolution permettrait d'aller voir tous ensemble M. Poutine. Et on pourrait dire que l'Europe a enfin une politique extérieure commune.

Voilà pourquoi il ne faut pas penser uniquement à l'euro mais aussi positiver la Grande Europe, afin de redonner le moral aux Européens. Pensons à cette Grande Europe, à ce que nous pouvons encore apporter, sans suffisance, sans orgueil, à ces peuples qui nous regardent. Regardez le compromis entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine : ils y sont parvenus car ils aspirent à rentrer dans l'Europe et savent que s'ils continuent leurs chicaneries et leurs discussions entre eux, s'ils sont fauteurs de troubles, ils ne pourront pas adhérer !

L'Europe attire toujours, mais est-elle digne de cet attrait ? Telle est la question ! Pour qu'il en soit ainsi,

il faut d'une part faire de l'Union économique et monétaire cet ensemble cohérent dans lequel le Portugal sentira qu'il est partie prenante aux décisions comme au reste, et d'autre part redonner du souffle à cette Grande Europe, celle qu'ont voulu tous les Pères de l'Europe : Schuman, de Gasperi, Monnet, Adenauer et autres. Cette Grande Europe, qui ne vise pas à faire un euro pour tout le monde, n'a pas de grands rêves en ce qui concerne la politique extérieure commune. Ce fut d'ailleurs l'une des critiques qui m'avait été faite lors de la préparation du traité de Maastricht : on me parlait d'une politique étrangère commune, mais je répondais : « Ne faisons pas rêver les gens, parce que plus on les fait rêver pour rien, plus le projet européen s'éloigne d'eux ».

Il faut aussi rêver de cette Grande Europe, avec cet instrument formidable que serait une Union économique et monétaire qui marche, qui est plus cohésive, qui est plus compréhensible par les citoyens, que les parlements nationaux peuvent aussi comprendre, puisqu'ils y participent. De l'autre côté, il y a ce rêve de la Grande Europe, de cet ensemble fondé sur un idéal commun de paix et de fraternité, une reconnaissance mutuelle des peuples, le non à toutes les formes d'indignation ou de mépris de l'autre, de refus de l'autre. Bref, cette Europe-là existe encore et si nous voulons être fidèles à ceux qui, après tant de guerres, ont essayé de la créer, il faut aujourd'hui y penser avec ces deux nouvelles perspectives : l'Union économique et monétaire mais aussi la Grande Europe, espace de paix, de fraternité et aussi d'équilibre social. Autrement dit, un espace des libertés maîtrisées.

Je vous remercie.